



THIERRY AFSCHRIFT
PROFESSEUR
ORDINAIRE À L'ULB

Covid: la division

Le “poisson d'avril” qui a donné lieu à un rassemblement plus ou moins organisé, surtout de jeunes, au bois de la Cambre, et sa répression sévère par les forces de l'ordre a achevé de révéler la division profonde qui existe dans le pays à propos des mesures anti-Covid.

Il y a des images, comme celles de centaines de policiers, souvent surarmés, chargeant des jeunes en train de pique-niquer, ou celle de chevaux piétinant des personnes inoffensives, qui laisseront des traces dans l'opinion même s'il y a eu aussi des violences, injustifiées, dont des policiers ont été victimes. Tout cela montre à l'opinion que les mesures sanitaires sont bien le fait d'une dictature, certes élue, mais une dictature quand même, qui édicte de manière arbitraire des règles qui portent atteinte à presque toutes les libertés, et qui ne peut les faire respecter que par la répression policière.

Aujourd'hui plus que jamais, celui qui parlerait encore d'une “équipe de 11 millions” de personnes contre le Covid donnerait uniquement l'impression d'être ridicule. Et des affiches qui en font la promotion apparaissent pour ce qu'elles sont: de la propagande gouvernementale. Pendant longtemps, une certaine adhésion aux mesures a été acquise au gouvernement parce qu'il a suffisamment pu faire peur: la peur de la maladie et celle des amendes. Aujourd'hui, après plus d'un an de *lockdown* plus ou moins ferme suivant les périodes, une absence totale de résultat et l'évolution piteuse d'une campagne de vaccination où les couacs s'accumulent, cette adhésion s'est sérieusement ébranlée.

Comme dans tous les régimes autoritaires, il lui reste quelques appuis. Il y a ceux qui ont toujours peur, et aussi ceux, très à droite, qui sont indéfectiblement favorables à “la loi et l'ordre”. Et puis, il y a tous ceux qui respectent des mesures par lassitude et qui crient haut et fort contre les jeunes du bois de la Cambre parce qu'ils ne sup-

portent pas que d'autres reprennent des libertés qu'eux n'ont plus.

Tout cela est fort fragile parce que ce dernier argument est réversible. Un jour, beaucoup diront sans doute que si les jeunes enfreignent les mesures, tout le monde peut le faire aussi et la construction entière des interdictions s'effondrera. Tout comme elle peut aussi être détruite parce qu'elle repose, juridiquement, sur des fondations très peu solides, comme l'a révélé récemment le président du tribunal de première instance de Bruxelles dans son ordonnance très commentée.



Celui qui parlerait encore d'une “équipe de 11 millions” de personnes contre le Covid donnerait uniquement l'impression d'être ridicule.

De tout cela, il faut déduire qu'il est sans doute temps de modifier le système, de cesser de recourir à la méthode “chinoise” consistant à enfermer chez eux le maximum de personnes possible, à fermer tout ce qui peut l'être, le tout sans obtenir de résultat concret, la réduction du nombre de victimes résultant essentiellement des progrès, certes misérablement lents, de la vaccination.

Aujourd'hui, les vies sont sauvées par les producteurs de vaccins et les médecins, jamais par nos autorités publiques. Celles-ci devraient comprendre qu'elles n'ont plus que deux choix: soit elles en finissent avec cette méthode qui relève de la “dictature sanitaire”, soit, conscientes de leur manque d'efficacité et de la perte de l'adhésion populaire, Alexander De Croo et ses ministres font enfin œuvre utile en démissionnant. **1**